

RUSSIE

*Ces avocats
assassinés, emprisonnés, persécutés*



*La récurrente chasse aux « agents étrangers »
ou la lancinante éradication des avocats
dans la Russie de Vladimir Poutine*

2024



Supplément—32 pages

**« La récurrente classification comme « agents étrangers »
ou la lancinante éradication des avocats »**

Quelques semaines après le début de l'invasion militaire de l'Ukraine en février 2022, le président russe Vladimir Poutine a signé une loi autorisant de longues peines de prison pour la diffusion d'« informations délibérément fausses » sur les opérations militaires russes, alors que le Kremlin cherche à contrôler le récit de sa guerre en Ukraine. Elle est venue s'ajouter à l'important arsenal répressif contre la liberté d'expression qui frappait déjà journalistes et avocats.

La persécution pour des opinions politiques est une vieille recette pour la Russie de Vladimir Poutine - ses opposants ont été emprisonnés, empoisonnés ou abattus jusqu'à l'extérieur du Kremlin - mais l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le cortège de mesures législatives draconiennes qui s'en est suivi, au-delà des multiples condamnations politiques, ont donné naissance à des mesures de répression beaucoup plus pernicieuses « un peu comme pendant la Grande Terreur de l'Union soviétique dans les années 1930 », ont souligné certains.

Adoptée à l'origine en 2012, la loi russe sur les « agents étrangers » a changé la façon dont le gouvernement fait taire la dissidence. Elle exige que les organisations non gouvernementales qui reçoivent une aide étrangère soient enregistrées, s'identifient comme « agent étranger ». La loi prévoit des peines allant jusqu'à 10 ans de prison pour les individus reconnus coupables d'un délit, tandis que la peine pour la diffusion d'« informations délibérément fausses » sur les forces armées russes entraînant des conséquences « graves » est de 15 ans de prison. Le texte interdit également « de lancer des appels contre l'utilisation des troupes russes pour protéger les intérêts de la Russie » ou « de discréditer une telle utilisation », avec une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison. La même disposition s'applique aux appels à des sanctions contre la Russie.

Sous couvert de clarté et de précision, la législation sur les « agents étrangers » s'est en effet depuis sérieusement renforcée. En 2017, la possibilité d'être désigné comme « agent étranger » a été étendue aux organisations médiatiques, puis aux journalistes, blogueurs, créateurs de contenu et personnalités publiques en 2019. À la fin de 2020 la législation a été modifiée pour permettre au gouvernement d'inclure des individus (citoyens russes, citoyens étrangers et apatrides) sur sa liste d'"agents étrangers" pour leurs « activités politiques » au sens large et de leur imposer des restrictions.¹ La loi de 2022, qui a codifié et élargi davantage la législation précédente, a introduit une définition encore plus large des « agents étrangers », couvrant toute entité ou personne ayant reçu un « soutien » ou étant autrement « sous influence étrangère ». La notion d'« influence étrangère » a été élargie pour inclure non seulement le soutien financier, mais aussi « l'assistance organisationnelle » et « l'orientation méthodologique ». La définition de « sources étrangères » a également été élargie pour inclure entités et personnes russes recevant des fonds de l'étranger, mais aussi toute personne « sous l'influence » d'entités ou de personnes étrangères.

Une telle désignation de personnes et d'entités comme « agent étranger » est d'évidence stigmatisante et discréditante, dès lors qu'elle consiste à dénoncer des personnes ou entités comme ça au service des intérêts extérieurs et contre l'intérêt de leur propre pays. Elle connote clairement la trahison.

¹ Loi fédérale du 30 décembre 2020 no 481-FZ « amendements aux actes législatifs de la fédération de Russie concernant l'établissement de mesures supplémentaires pour contrer les menaces à la sécurité nationale ».

C'est le rôle que joue également la « réaction en chaîne » qui implique non seulement que toute personne qui a eu des « contacts » avec un « agent étranger » soit frappée à son tour du même anathème et de toutes ses conséquences. Tous ceux qui ont travaillé avec le HRDC Memorial, fondé le 14 juin 2022 en réponse à la liquidation de Memorial HRC, mais aussi pour la Fondation Anti-Corruption (FBK) de Navalny ou le groupe, "Komanda 29" (« Team 29 »), de Pavlov « Team 29 », ont été tour à tour qualifiés d'« agents étrangers » à titre personnel par le ministère russe de la Justice.

Mais plus qu'une marque infamante, la désignation de personnes et d'entités comme « agents étrangers » imposent une série d'obligations : ils sont tenus de soumettre des rapports financiers sur le revenu et leurs dépenses tous les trois mois, d'effectuer des audits annuels obligatoires et toute information publiée ou diffusée par ces personnes doit contenir une référence à sa publication ou diffusion par un « agent étranger ». En outre, de nombreuses restrictions formelles et informelles ont été imposées à ces personnes, telles que l'incapacité d'être élues, l'interdiction de travailler dans la fonction publique ou l'interdiction d'enseigner. En outre pour un avocat, l'inscription remet en cause sa capacité à poursuivre ses activités et à représenter les intérêts de ses clients devant les tribunaux. Les autorités harcèlent les individus désignés comme « agents étrangers », la police perquisitionnant leurs domiciles et leur infligeant des amendes. Tout manquement conduit inévitablement à la sanction qui n'est pas que financière et peut aller jusqu'à plusieurs années d'emprisonnement, selon le type de statut d'agent étranger.

Ainsi, Viktor Vorobyev, avocat et député du Conseil d'État de la République des Komis, qui a été le premier député à être marqué du sceau d'« agent étranger » le 1er avril 2022 a-t-il été condamné à une amende de 10 000 roubles en vertu de l'article 19.34.1 du Code des infractions administratives pour ne pas avoir marqué une publication sur sa page personnelle VKontakte avec la mention « agent étranger ». Le plus souvent, l'inscription sur la liste ne vient pas seule : elle convoque d'autres mesures, soit avant soit après. Liubov Sobol, a été inscrite au registre des « terroristes et extrémistes » en même temps qu'Alexeï Navalny, avant d'être fichée comme « agent étranger ». Mikhaïl Benyach, inscrit en octobre 2022, en raison de ses critiques de l'action militaire en Ukraine et Ilya Novikov, avocat bien connu pour ses critiques virulentes du Kremlin, d'abord labellisés comme "agent étranger" été ensuite ajoutés à la liste des "personnes recherchées". Comment ne pas dès lors comprendre que dans ce système biaisé et pernicieux, ce sont les victimes elles-mêmes qui doivent lors de chacun de leurs actes professionnels s'afficher aux yeux de l'opinion publique russe comme des « traîtres », ce dénoncer comme « espions » ou « ennemis du peuple » et de facto s'exclure de la communauté nationale alors que dans le même temps les mesures qu'ils subissent, empêchent un enseignant, un journaliste un avocat d'exercer leurs profession à laquelle ils sont conduits non seulement à renoncer mais à s'auto exilée pour éviter la persécution.

Au 19 juillet 2024, le registre russe des « agents étrangers » comprenait un total 838 personnes et organisations avec noms, prénoms ainsi que leurs dates de naissance, numéros fiscaux et de sécurité sociale, publiés en ligne sur le site Internet du ministère de la Justice. Nombre d'entre eux avaient saisi la Cour européenne des droits de l'homme.

Le 22 octobre 2024, la Cour européenne des droits de l'homme, confirmant en cela son arrêt *Ecodefence et autres c. Russie* du 14 juin 2022, prononcé à propos d'une O.N.G², a rendu un arrêt qui, reprenant notamment la formule de la commission de Venise selon laquelle la désignation d'« agent étranger » et non seulement « *stigmatisante mais également trompeuse* » et ne sert « *à rien d'autre qu'à accabler et intimider* » a condamné la Russie pour violation des articles 8, 10 et 11 de la Convention. La Cour fixe surtout à son juste niveau l'esprit d'une telle législation qui contribue « à réduire l'espace démocratique en créant un climat de suspicion et de méfiance à l'égard des acteurs de la société civile et des voix indépendantes, sapant ainsi les fondements mêmes d'une démocratie. (§ 98).

Parmi les 107 requérants, figuraient cinq avocats russes, condamnés parmi les premiers à être inscrit sur la liste des « avocats étrangers », ce qui avait conduit certains comme Ivan Pavlov (n° 36815/22), dont l'association « Team 29 », a été inscrite sur la liste des « agents étrangers » par le ministère de la justice, le 15 juillet 2021, puis lui-même à titre personnel le 8 novembre 2021, à l'impossibilité de poursuivre l'exercice de leur profession pour finir en exil.³ Y figuraient aussi Galina Arapova, la directrice du « Centre de défense des médias de masse » inscrite à titre personnel sur la liste, le 8 octobre 2021. Valeria Vetoshkina inscrite le 8 novembre 2021 en même temps qu'Ivan Pavlov et Lioubov Sobol, désignée comme « agent étranger » en même temps qu'Alexeï Navalny, le 6 mai 2022.

Au cours de l'année 2024, au moins deux avocats ont fait l'objet de la même stigmatisation : le 29 mars 2024 : Vadim Prokhorov, l'avocat du célèbre opposant Vladimir Kara-Murza, contraint de fuir la Russie, comme l'avait fait trois ans plutôt un autre avocat célèbre, Ivan Pavlov, a été inscrit sur la liste des « agents étrangers », pour avoir, « diffusé de fausses informations sur les décisions prises par les organismes publics de la Fédération de Russie ». Et le 5 juillet 2024, ce fut au tour de Grigori Vaypan. Les avocats qui ont accepté de défendre les opposants, Leonid Krikun, Evgeny Smirnov et Ilya Novikov, ont été contraints de quitter la Russie.

Dernière en date des victimes parmi les avocats : le bâtonnier de l'Ordre des avocats de la république d'Oudmourtie, Talantov, 63 ans, emprisonné depuis juin 2022, a été condamné le 28 novembre 2024 à 7 ans de prison par le tribunal d'Oudmourtie pour diffusion d'« informations délibérément fausses » en vertu de l'article 207.3 du Code pénal russe, qui réprime « la diffusion publique d'informations sciemment fausses sur l'utilisation des forces armées russes à l'étranger et les exécutions par les organes gouvernementaux russes, commis pour des motifs d'inimitié ou de haine. »

Dmitry Talantov, avait comparu le 18 novembre devant le tribunal après plus de trente mois de détention sans jugement. Le parquet du tribunal d'Oudmourtie avait demandé au tribunal de prononcer contre lui une peine douze ans de prison pour les cinq messages publiés en avril 2022 sur les actions des troupes russes.

De la lancinante éviction par la stigmatisation à la persécution et à l'élimination par la prison, il n'y a guère plus d'avocats aujourd'hui qui puissent défendre effectivement toute personne qui n'adhère pas aux idées du président en Russie.

Bertrand FAVREAU

² Arrêt *Ecodefence e.a. c. Russie*, (nos 9988/13, 14338/14, 45973/14 et al) 14 juin 2022.

³ Arrêt *Kobaliya e.a. c. Russie*, (nos 39446/16 et 106 autres requêtes) 22 octobre 2024.

Ephéméride

1. RUSSIE – 21 janvier 2021 : Vladlen Los, avocat de la Fondation Anti-Corruption de Navalny (FBK), ressortissant biélorusse, reçoit une injonction d'avoir à quitter le pays avant le 25 janvier.
2. RUSSIE – 21 janvier 2021 : Mansur Gilmanov, un avocat membre d'« Apologia Protesta », agressé au poste de police Danilovsky de Moscou alors qu'il tentait d'assister Vladen Los en détention, arrêté à son tour et condamné à cinq jours de détention pour « non-respect des ordres de la police ».
3. RUSSIE – 23 janvier 2021 : Lyubov Sobol, avocate travaillant pour la Fondation Anti-Corruption de Navalny (FBK), arrêtée le 23 janvier alors qu'elle parlait à des journalistes lors d'une manifestation pour protester contre la détention d'Alexeï Navalny. Vladlen
4. RUSSIE – 24 janvier 2021 : Vladlen Los, expulsé et emmené de force à la frontière russo-biélorusse avec une interdiction d'entrée de cinq ans.
5. RUSSIE – 15 avril 2021 : Lyubov Sobol, avocate de la Fondation anti – corruption (FBK) d'Alexeï Navalny, condamnée à un an de travaux d'intérêt général avec sursis pour intrusion.
6. RUSSIE – 30 avril 2021 : Ivan Pavlov, le chef de « Team 29 », arrêté par des agents du FSB à Moscou dans l'hôtel où il se trouvait alors pour les besoins de la défense de l'ancien journaliste Ivan Safronov pour avoir prétendument « divulgué les données d'une enquête préliminaire ».
7. RUSSIE – 15 juillet 2021 : L'association « Team 29 », dirigée par Ivan Pavlov, inscrite sur la liste des « agents étrangers ». Les avocats de l'équipe 29, entre autres, représentent les intérêts des Russes accusés d'espionnage et de trahison. Le Parquet général décide du blocage du site internet de « Team 29 ».
8. RUSSIE – 7 septembre 2021 : Ivan Pavlov, avocat du journaliste Ivan Safronov et de l'équipe d'Alexei Navalny, contraint de quitter la Russie pour se réfugier en Géorgie.
9. RUSSIE – 8 octobre 2021 : Galina Arapova, directrice du « Centre de défense des médias de masse », inscrite, à titre personnel, sur la liste des « agents étrangers ».
10. RUSSIE – 8 novembre 2021 : Ivan Pavlov et Valeria Vetoshkina, membres de Team 29, inscrits à titre personnel sur la liste des « agents étrangers » par le ministère de la Justice de la Fédération de Russie.
11. RUSSIE – 11 novembre 2021 : Edem Semedliaev, condamné à 12 jours de détention administrative et à une amende de 4 000 roubles russes par le tribunal central du district de pour « désobéissance aux ordres légaux d'un policier » (article 19.3 du Code administratif) pour avoir refusé de se déshabiller et de se soumettre à une fouille personnelle illégale.
12. RUSSIE – 19 novembre 2021 : Fiodor Telin, l'ancien avocat du réseau de groupes de campagne régionaux d'Alexeï Navalny, se réfugie en Géorgie, en raison de la répression continue menée contre les organisations qu'il défendait.
13. RUSSIE – 23 novembre 2021 : Yevgeny Smirnov avocat du journaliste russe emprisonné Ivan Safronov, fuit la Russie pour se réfugier en Géorgie, après qu'une enquête disciplinaire interne avait été ouverte contre lui par le Service fédéral de sécurité (FSB).
14. RUSSIE – 20 janvier 2022 : Sergey Babinets, Oleg Khabibrakhmanov et Natalia Dobronravova, agressés physiquement par les forces de l'ordre tchéchènes alors qu'ils défendaient leurs clients à Nizhny Novgorod.
15. RUSSIE – 9 février 2022 : Valeria Vetoshkina, avocate de l'organisation de défense des droits de l'homme Perviy Otdel, conteste devant le tribunal décision du ministère de la Justice de l'inscrire sur la liste des « agents étrangers ».
16. RUSSIE – 16 mars 2022 : Ivan Pavlov radié du barreau par le Conseil de l'« Ordre des Avocats de Saint – Pétersbourg ».
17. RUSSIE/UKRAINE – 10 avril 2022 : Yana Vitalivna Sivova, membre de la Commission de qualification et de discipline du barreau de la région de Zaporizhzhya, kidnappé par le bureau du commandant d'occupation de la ville de Melitopol.

18. RUSSIE (CRIMEE) – 26 mai 2022 : Edem Semedliayev, arrêté par le Centre de lutte contre l'extrémisme en Crimée occupée, et condamné une amende de 75 000 roubles parce que son nom avait été tagué sur une publication Facebook condamnant les agissements de l'armée russe en Ukraine. Son avocat Nazim Sheikhmambetov, arrêté après l'audience et condamné à 8 jours d'arrestation administrative.
19. RUSSIE (CRIMEE) – 27 mai 2022 : Ayder Azamatov et Emine Avamileva, qui défendent Nazim Sheikhmambetov, arrêtés à leur tour par la police d'occupation russe de Crimée et accusés de la même infraction administrative que Nazim Sheikhmambetov.
20. RUSSIE – 28 juin 2022 : Dmitry Talantov, président de l'Ordre des avocats de la République d'Oudmourtie, arrêté à Izhevsk, à la suite de commentaires critiquant l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur Facebook le 3 avril 2022.
21. RUSSIE – 14 juillet 2022 : Nazim Sheikhmambetov, Rustem Kyamilev et Lilya Hemedzhi, radiés du barreau de la République tchétchène de la Fédération de Russie à la demande du ministère tchétchène de la Justice, dont ils dépendaient, parce qu'ils n'ont pas été autorisés à obtenir des licences d'avocat en Crimée.
22. RUSSIE – 17 février 2023 : Mikhail Benyash radié par le barreau de Krasnodar sur la demande du ministère de la justice.
23. RUSSIE – 6 mars 2023 : Mikhail Benyash condamné à une amende pour avoir prétendument agressé des policiers en 2018 alors qu'ils tentaient de l'arrêter.
24. RUSSIE – 17 avril 2023 : Vadim Prokhorov, l'avocat de Kara – Murza condamné à 25 ans de prison, a dû quitter la Russie sous la menace de poursuites pénales et de radiation.
25. RUSSIE – 23 mai 2023 : Bakhrom Khamroev l'avocat collaborateur du Centre Memorial condamné par le tribunal militaire du deuxième district occidental de Moscou à quatorze ans de prison pour « avoir justifié le terrorisme sur Internet » et d'avoir « participé aux activités d'une organisation terroriste ».
26. RUSSIE – 20 mai 2023 : perquisition de l'appartement de Elena Pershakova qui dirige l'équipe juridique de la Public Verdict Foundation.
27. RUSSIE – 16 juin 2023 : Ilya Novikov, avocat bien connu et critique virulent du Kremlin, a fait l'objet d'une radiation par l'Ordre des avocats de Moscou pour "mauvaise conduite et actions visant à saper la confiance", selon les données publiées sur le site web de l'Ordre.
28. RUSSIE – 22 juin 2023 : Le domicile d'Irina Gak, l'avocate du militant Anatoly Berezikov, décédé dans une prison de la région de Rostov,
29. RUSSIE – 4 juillet 2023 : Alexander Nemov, poignardé par des agresseurs armés et masqués alors qu'il allait assister à une audience pour une de ses clientes à Grozny.
30. RUSSIE – 4 août 2023 : Alexeï Navalny, déjà emprisonné, l'opposant condamné à 19 ans de prison supplémentaires pour organisation d'une organisation « extrémiste ».
31. RUSSIE – 23 août 2023 : Abubakar Yangulbayev, avocat de l'organisation CAT, Crew Against Torture, placé sur la liste des « terroristes et extrémistes » par le Service fédéral russe de surveillance financière (Rosfinmonitoring), après que son oncle et trois cousins, ont été envoyés de force combattre dans la guerre en Ukraine.
32. RUSSIE – 16 octobre 2023 : Aleksandr Fedulov et Olga Mikhailova, avocat d'Alexeï Navalny, ont fui la Russie après l'arrestation de trois autres conseils et anciens conseils de l'opposant russe
33. RUSSIE – 23 octobre 2023 : Magomed Alamov, qui vient en aide aux victimes de violence domestique dans le Caucase du Nord retenu en otage et menacé de mort par les proches d'une jeune femme qui s'était enfuie de chez elle, en Ingouchie, avec l'aide de l'association Crew Against Torture (Collectif contre la torture).
34. RUSSIE – 29 mars 2024 : Vadim Prokhorov, inscrit par le ministère de la Justice de Russie sur la liste des « agents étrangers », pour avoir, « diffusé de fausses informations sur les décisions prises par les organismes publics de la Fédération de Russie ».
35. RUSSIE – 5 juillet 2024 : Grigori Vaypan, inscrit sur la liste des « agent étranger » par le ministère de la Justice de Russie.
36. RUSSIE - 1er octobre 2024 : Natalya Fedorenko, placée en détention pour avoir déposé une requête en récusation d'un juge.
37. RUSSIE – 1er août 2024 : la Cour suprême a confirmé la condamnation de Bakhrom Khamroev mais l'a réduite à 13 ans et 9 mois d'emprisonnement.

RUSSIE - 17 janvier 2021

Alexeï Navalny



Sans doute pourra-t-on contester à l'envi la qualité d'avocat d'Alexeï Navalny, qui a été conférée en cœur par les médias à ce juriste de formation, défenseur des droits fondamentaux, et pourra-t-on gloser à l'infini, sur le fait qu'il s'agisse d'un avocat de formation plus que de pratique. Il en avait la fibre, l'âme et le courage. Qu'importe qu'il ait ou non été inscrit à un barreau, nous le revendiquons ici des nôtres.

Toute sa vie n'est que l'histoire d'une lente persécution pour un combat auquel il ne s'est jamais dérobé. Alexeï Navalny, 44 ans, a été arrêté à l'aéroport Cheremetievo de Moscou, le 17 janvier 2021 après

l'arrivée de son vol en provenance de Berlin, où il avait été soigné depuis le mois d'août des suites d'un empoisonnement.

Le 20 août 2020, Alexeï Navalny avait dû être hospitalisé en urgence et placé en réanimation après avoir été « empoisonné », selon sa porte-parole, alors qu'il se trouvait dans un vol le conduisant de Tomsk, en Sibérie, à Moscou. Inconscient, dans un état grave, il avait été placé sous respirateur artificiel dans une unité de soins intensifs de l'hôpital d'Omsk, en Sibérie, selon l'agence de presse d'Etat TASS. Il était dans un vol rejoignant Moscou depuis Tomsk, une ville de Sibérie, quand son état de santé s'est subitement dégradé, après avoir bu du thé, obligeant son avion à faire un atterrissage d'urgence à Omsk. Une plainte pour « tentative d'assassinat sur une personne publique » a été déposée au Comité d'enquête, à Moscou, pour des faits d'empoisonnement.

L'un de ses médecins traitants, Iaroslav Achikhmin, a demandé son évacuation d'Omsk. Une plainte pour « tentative d'assassinat sur une personne publique » avait été déposée au Comité d'enquête, à Moscou, pour des faits d'empoisonnement.

Anastasia Vassilieva, médecin personnel d'Alexeï Navalny, arrivée également sur place, a lancé publiquement un appel aux autorités, via Twitter, pour favoriser son départ à l'étranger, en vue d'être correctement soigné dans un centre spécialisé. Répondant à cet appel, un avion médicalisé a quitté Nuremberg le 21 août, pour aller récupérer Alexeï Navalny. Il a été transporté, toujours dans le coma, le 22 août à l'hôpital de la Charité, à Berlin où un neurotoxique de type militaire, similaire au célèbre poison Novitchock, été détecté par des laboratoires occidentaux. Selon une enquête publiée le 14 décembre par le site d'investigation Bellingcat (en anglais) l'empoisonnement aurait été commandité un groupe d'espions spécialisé des renseignements russes (FSB). Le Kremlin affirme que la substance toxique détectée après son hospitalisation en Allemagne n'était pas présente dans son organisme lorsqu'il était soigné en Russie.

Malgré cela, après avoir passé près de cinq mois en convalescence en Allemagne, le 17 janvier, Alexeï Navalny a pris un vol pour la Russie à l'aéroport de Berlin-Brandebourg après avoir annoncé son intention de rentrer en Russie, le 29 décembre. En réponse à cette annonce, la justice russe avait décidé l'ouverture d'une enquête pénale contre lui pour de prétendus faits d'« escroquerie à grande échelle », ce qui permettait son interpellation dès son retour sur le sol russe.

À son arrivée, il a été interpellé et conduit dans un pénitencier car il a été condamné à deux ans et demi de prison pour une affaire de fraude remontant à 2014, qualifiée de politique par de nombreuses ONG et les capitales occidentales. Fin mars, il a entamé une grève de la faim afin de dénoncer ses conditions de détention. En raison de l'inquiétude pour son état de santé, il a dû y mettre fin au bout de trois semaines. Mi-avril, il ne pesait plus que 76 kg.

Le 22 mars 2022, le tribunal du district de Lefortovo à Moscou l'a déclaré coupable de « fraude à particulièrement grande échelle » et d'« outrage à magistrat et l'a condamné à neuf ans de prison supplémentaire prétendument pour avoir « détourné » environ 25 000 dollars américains de dons qui en réalité avaient été versés au profit des organisations qu'il a fondées.

Avocat de formation plus que de pratique, Alexeï Navalny s'est imposé depuis une décennie comme le premier opposant au président Vladimir Poutine, malgré les séjours en prison et plusieurs procès. Ses émissions diffusées sur YouTube - où il rassemble près de quatre millions d'abonnés - sont très populaires et ses enquêtes sur la corruption des élites rassemblent jusqu'à plusieurs dizaines de millions de vues.

Ancien militant du parti d'opposition libéral Iabloko d'où il a été exclu en 2007 pour ses prises de position nationalistes. Il avait participé au début de sa carrière politique à des rassemblements aux relents racistes tels que la Marche Russe, avant de gommer les tonalités nationalistes de ses positions.

Depuis 2007, il a décidé d'en découdre avec le gouvernement en achetant des actions dans des groupes semi-publics comme Rosneft et Gazprom. Arguant de son statut d'actionnaire, il avait exigé la transparence des comptes. En septembre 2013, il a obtenu son premier succès électoral aux municipales de Moscou, créant la surprise en arrivant deuxième avec 27%, juste derrière le maire sortant, ce qui le confortait en tant que figure de proue de l'opposition.

Depuis 2012, il a fait l'objet de sept interpellations, six procès et deux placements en détention provisoire en moins de deux ans au point que la Cour européenne des droits de l'homme a déclaré par un arrêt de sa Grande Chambre du 15 novembre 2018 que ces placements en détention étaient « politiquement motivés ». Son organisation, le Fonds de lutte contre la corruption (FBK), créée en 2012, est régulièrement la cible des autorités. Ces derniers mois, le FBK a écopé de plusieurs amendes, ses locaux ont été perquisitionnés et ses avoirs gelés.

Depuis 2017 et 2018, l'année de la dernière élection présidentielle, Alexeï Navalny a multiplié les coups d'éclat en s'en prenant aux plus intouchables. Il a notamment porté plainte contre Vladimir Poutine lui-même, faisant sur son blog des révélations sur le patrimoine de proches du pouvoir, qu'il accuse de corruption.

Mais la condamnation à neuf ans d'enfermement en 2022 ne suffisait pas aux autorités russes. Alors qu'il était déjà emprisonné, le 4 août 2023, Alexeï Navalny a été condamné à 19 ans de prison supplémentaires pour création d'une organisation « extrémiste ». Le 15 décembre 2023, il a été transféré de sa prison de Vladimir, près de Moscou, dans la colonie pénitentiaire IK-3 de Kharp, aux conditions de détention encore plus rudes dans la région en Jamalo-Nénétsie, à environ 1900 kilomètres au nord-est de Moscou, dans l'Arctique russe.

Depuis 2021, une grande répression lancée contre les organisations de Navalny qui s'est aussi largement abattue sur ses avocats.

Le 16 février 2024, Alexeï Navalny a été déclaré mort par les autorités russes dans la colonie pénitentiaire IK-3 de Kharp.

RUSSIE–21 janvier 2021

Mansur Gilmanov

Frappé en arrivant commissariat de police pour défendre des clients et condamné à cinq jours de détention pour « non-respect des ordres de la police ».



Mansur Gilmanov, avocat de l'organisation de défense des droits de l'homme « Apologia Protesta », s'est rendu au commissariat de police du district Danilovsky de Moscou pour assister Vladlen Los, un des avocats de la Fondation contre la corruption, affiliée à Alexeï Navalny (organisation reconnue dans la Fédération de Russie comme exerçant les fonctions d'un agent étranger)., arrêté un peu plus tôt dans la soirée. Il a présenté tous les documents requis au poste de contrôle du commissariat. Un policier lui a dit d'attendre que quelqu'un l'emène chez son client. Après avoir observé pendant 40 minutes d'autres personnes autorisées à entrer et effectué des enquêtes répétées, Gilmanov a déclaré à la police qu'il souhaitait porter plainte pour atteinte au droit de son client à une représentation juridique. Un policier l'a finalement fait venir au commissariat pour déposer sa plainte. Selon Mansur Gilmanov, alors qu'il était très de la fenêtre de l'agent de service, le policier se serait précipité vers lui, avant de le jeter au sol, de lui donner plusieurs coups de pied et de lui lancer des obscénités. La police a ensuite détenu Mansur Gilmanov pendant 4 à 5 heures sans explication, tandis que deux autres avocats tentaient en vain de le voir. Finalement, vers 2 heures du matin, la police a autorisé ses avocats à s'entretenir avec lui. Peu après, la police l'a transféré dans un autre commissariat, où il a passé la nuit dans une chambre sans lit. Dans la matinée, Mansur Gilmanov a été présenté devant le tribunal Simonovsky de Moscou et accusé de « non-respect d'un ordre légal d'un policier » en vertu de l'art. 19.3 du Code des infractions administratives. Le juge a refusé les demandes de la défense exigeant de voir des preuves, y compris des images de vidéosurveillance supplémentaires de la station qui auraient montré ce qui s'était passé. Le tribunal a condamné Gilmanov à 5 jours de détention. Quelques jours après cet incident, 300 avocats ont publié une lettre ouverte condamnant l'attaque et appelant la police à « rendre des comptes ».

RUSSIE – 24 janvier 2021

Vladlen Los

Expulsé et emmené de force à la frontière russo-biélorusse avec une interdiction d'entrée de cinq ans.



Le 21 janvier 2021, Vladlen Los, avocat de la Fondation contre la corruption d'Alexeï Navalny (FBK), de nationalité biélorusse, a reçu une notification officielle lui ordonnant de quitter la Russie avant le 25 janvier et lui interdisant d'y revenir pendant trois ans. Il a été emmené de force à la frontière russo-biélorusse le dimanche 24 janvier au soir par ce qu'il avait dépassé le délai prévu pour quitter la Russie « volontairement » avec une interdiction d'entrée de cinq ans.

RUSSIE - 8 septembre 2021

Ivan Pavlov

L'avocat d'Alexeï Navalny sous le coup d'une poursuite pénale et menacée de radiation doit fuir la Russie par crainte pour sa sécurité.



Ivan Yuryevich Pavlov (né le 13 janvier 1971) 52 ans, est l'un des plus célèbres avocats russes, aujourd'hui auto exilé, spécialisé dans les droits de l'homme qui a notamment défendu les organisations d'Alexeï Navalny dans l'enquête pour « extrémisme » ouverte contre elles.

Diplômé de l'Université d'État, en 1997, il a ensuite obtenu en 2009 un diplôme en sciences du droit de l'Institut d'État et de droit de l'Académie des sciences de Russie. En tant qu'avocat, il s'est consacré à la défense des personnes accusées à tort, par les services de sécurité, de divulgation de secrets d'État, de haute trahison ou d'espionnage et à garantir l'accès du public aux informations gouvernementales. En 2004, il a fondé la Fondation dénommée "Institute for Information Freedom Development", ou Freedom of Information Foundation (FIF), qui a apporté une assistance juridique pendant 10 ans aux citoyens et aux organisations, et leur a permis de défendre leurs droits notamment à l'accès à l'information, mais a assuré aussi un contrôle des sites Internet des organismes d'État pour veiller à leur conformité à la législation sur la liberté d'information. En 2006, il a obtenu devant les tribunaux un succès contre l'Agence fédérale de réglementation technique et de métrologie (en russe Rostechregulirovanie). Peu après, Ivan Pavlov a été agressé et transporté à l'hôpital avec des blessures à la tête. En 2014, le FIF a été inscrit au registre national des « agents étrangers » et il a été contraint suspendre ses activités. En 2015, Pavlov est devenu le chef d'un nouveau groupement, "Komanda 29" (« Team 29 »), (ou Equipe 29)—un partenariat libre d'avocats, de journalistes et de militants civils—, qui a pour but d'assurer le respect du droit de recevoir et de diffuser des informations, de défendre les victimes abusées par les forces de l'ordre et les agences de sécurité, de fournir des recommandations en cas de perquisitions, d'interrogatoires, ou d'arrestations, etc.

Dès 2015, Pavlov et sa nouvelle organisation ont formé un recours contre le décret classant comme secret d'État, les informations sur les pertes de personnel militaire en temps de paix. Le décret avait pour but de permettre aux autorités de l'État de réprimer son contrôle la situation dans le sud-est ukrainien en classifiant les informations.

Ivan Pavlov s'est surtout impliqué dans la défense individuelle des citoyens accusés par les organes de sécurité de l'État de haute trahison, d'accès illégal aux archives secrètes ou de divulgation de secrets d'État. En 2000, il a fait acquitter Alexandre Nikitine, un écologiste accusé de trahison pour avoir mené une recherche sur les risques de contamination radioactive de la flotte du Nord. Il a défendu le journaliste Grigory Pasko, accusé indûment en 1997 d'avoir quitté la Russie pour le Japon, avec des documents contenant des informations compromettant le secret d'État. Il a obtenu, en mars 2015, l'abandon des poursuites contre Svetlana Davydova, accusée de haute trahison pour un appel téléphonique passé à l'ambassade d'Ukraine, première accusation connue d'espionnage pro-ukrainien depuis le début du conflit en 2014.

Ivan Pavlov a été aussi l'avocat de l'Institut régional de la presse, de la directrice de la Bibliothèque de littérature ukrainienne à Moscou, accusée de diffusion de littérature extrémiste. Il a défendu la famille de Raoul Wallenberg, le diplomate suédois bien connu pour avoir sauvé des dizaines de milliers de Juifs, mort en 1947 dans la prison de Loubianka après avoir été arrêté par les troupes soviétiques en 1945. Il a défendu Lyudmila Savchuk, une employée dans une "usine à trolls" chargée de rédiger à la chaîne des publications progouvernementales sur Internet, accusée d'avoir divulgué la nature secrète de ses activités parce qu'elle avait saisi la justice des violations du droit du travail dont elle avait été la victime. Il était plus récemment l'avocat du journaliste Ivan Safronov, accusée en juillet 2020 d'avoir transmis des documents confidentiels à la République tchèque. Sa dernière intervention devant les tribunaux sur le sol russe a été pour défendre, en avril 2021, la Fondation Anti-Corruption (FBK) et la Fondation de défense des droits des citoyens (FZPG) d'Alexeï Navalny, poursuivies devant tribunal municipal de Moscou pour être reconnues organisations « extrémistes ».

Ivan Pavlov a été victime d'abus permanents de ses droits à la liberté d'expression. En août 2020, le ministère de la Justice avait demandé une première fois la radiation de Pavlov au Barreau de Saint-Pétersbourg en raison de son refus de signer une déclaration de non-divulgarion, dans l'affaire du journaliste Safronov, accusé de trahison.

Le 30 avril 2021, Ivan Pavlov a été arrêté par des agents du Service fédéral de sécurité (FSB) après une perquisition de sa chambre d'hôtel à Moscou. Il a ensuite été inculpé de « divulgation d'informations relatives à une enquête préliminaire » (article 310 du Code pénal dans l'affaire d'Ivan Safronov, pour avoir révélé la liste des chefs d'accusation contre Safronov. Le même jour, le tribunal du district Basmanny de Moscou a interdit à Ivan Pavlov d'utiliser toute forme de communication, y compris par Internet, à quelque fin que ce soit, sauf pour appeler les services d'urgence ou contacter l'enquêteur chargé de l'affaire ou ses proches. Pavlov a ensuite été libéré sur ordre d'un juge, mais en juillet 2021, la Cour municipale de Moscou a refusé de lever les mesures de restriction. Le 16 juillet 2021, le site Internet de « Komanda 29 » a été bloqué à la demande du procureur général. Komanda 29 a dû alors prendre la décision de se dissoudre pour éviter des poursuites pénales individuelles à l'encontre de ses membres. Finalement, ne disposant plus d'aucun moyen pour défendre ses clients en Russie, son cabinet ayant été fermé avant l'été, et craignant pour sa sécurité et sa vie et celles de sa famille, le 7 septembre 2021, Ivan Pavlov a été contraint de quitter la Russie pour se réfugier en Géorgie.

En représailles, le 8 novembre 2021, Ivan Pavlov a été inscrit sur la liste des "agent étranger" et des personnes recherchées à ce titre, par le ministère de la justice. Six mois plus tard, le 15 mars 2022, après trois plaintes envoyées par le ministère de la Justice et une par le vice-président du Barreau de Saint-Pétersbourg à la Commission de qualification, le ministère de la Justice a de nouveau demandé la radiation d'Ivan Pavlov. Le même jour, l'Ordre des avocats de Saint-Pétersbourg sans y répondre formellement, l'a radié en vertu de l'article 16 §2 de la Loi sur le barreau et les activités du barreau en estimant qu'"il n'avait pas exercé ses fonctions professionnelles depuis plus de six mois" (étant en exil).

En raison de sa désignation d'« agent étranger », le 22 octobre 2024, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Russie pour violation des articles 8, 10 et 11 de la Convention dans son arrêt Kobaliya et autres c. Russie.

RUSSIE – 15 avril 2021

Lyubov Sobol

Condamnée à deux reprises, inscrite au registre des « terroristes et extrémistes » en même temps qu'Alexeï Navalny et désignée comme « agent étranger ».



Lyubov (ou Lioubov) Sobol, avocate de la Fondation anti-corruption (FBK) de l'opposant emprisonné Alexei Navalny, a été condamnée à un an de travaux d'intérêt général avec sursis pour intrusion dans ce qu'elle a décrit comme une décision visant à la faire taire. Devenue avocate depuis 2011, Lioubov Sobol s'est consacrée à la Fondation anti-corruption (FBK) d'Alexeï Navalny. Dès 2016, elle a dénoncé les malversations de l'oligarque Prigojine, proche du président Poutine qui met ses mercenaires du Groupe Wagner, en Syrie, en Ukraine et en Centrafrique. La même

année, son mari, l'anthropologue Sergueï Mokhov a échappé à une tentative d'empoisonnement.

Le 15 avril 2021, Lyubov Sobol a été condamnée à un an de travaux d'intérêt général avec sursis par le tribunal d'instance de Moscou qui l'a reconnue coupable d'avoir illégalement pénétré de force dans l'appartement de l'officier du Service fédéral de sécurité (FSB), Konstantin Kudryavtsev, en décembre 2020, quelques heures après qu'Alexei Navalny eut publié un enregistrement de ce qu'il a dit être une conversation téléphonique avec Kudryavtsev. Au cours de l'appel téléphonique de 49 minutes, au cours duquel Navalny s'est fait passer pour un responsable du FSB effectuant un examen interne, Kudryavtsev a décrit les détails d'une opération visant à empoisonner le critique du Kremlin en août. Les enquêteurs disent que Sobol a poussé la belle-mère de Kudryavtsev, qui a ouvert la porte, et est entrée de force dans l'appartement. Sobol a rejeté l'accusation, affirmant qu'elle n'avait pas poussé la belle-mère de Kudryavtsev, mais s'était rendue à l'appartement pour rencontrer Kudryavtsev pour lui poser des questions sur sa conversation avec Navalny.

Elle avait été arrêtée le 23 janvier alors qu'elle parlait à des journalistes lors d'une manifestation à pour protester contre la détention d'Alexeï Navalny. Elle a fui la Russie, au cours du mois d'août 2021.

En janvier 2022, elle a été inscrite au registre des « terroristes et extrémistes » en même temps qu'Alexeï Navalny. Le 6 mai 2022, elle a été désignée comme « agent étranger ». Le 31 mai 2023 elle a été condamnée par le tribunal municipal de Moscou à une amende de 10 000 RUB en vertu de l'article 19.34.1(1) du code des infractions de la fédération de CAO pour ne pas avoir étiqueté ses publications sur Telegram avec la mention « agent étranger ».

Le 22 octobre 2024, la Cour européenne des droits de l'homme, statuant sur le recours de Lyubov Sobol et de 106 autres requérants a condamné la Russie pour violation des articles 8,10 et 11 de la Convention dans son arrêt Kobaliya e.a. c. Russie en précisant notamment que la désignation d'« agent étranger » et non seulement stigmatisante mais également trompeuse » et ne sert « à rien d'autre qu'à accabler et intimider les requérants ».

RUSSIE - 8 novembre 2021

Valeria Vetoshkina

Membre de Team 29 et avocate de l'organisation Perviy Otdel, et inscrite à titre personnel sur la liste des « agents étrangers »



Le 8 novembre 2021, Valeria Vetoshkina, avocate de l'organisation Perviy Otdel, a été inscrite sur le registre des « agents étrangers » des médias en même temps qu'Ivan Pavlov, tous deux membres de membre de *Team 290*

Valeria Vetoshkina a exercé un recours contre la décision du ministère de la Justice de l'inscrire au registre des médias «agents étrangers» auprès du tribunal de district de Zamoskvoretsky à Moscou (la législation ne prévoit pas l'obligation d'expliquer aux personnes en l'absence de

procès pourquoi elles sont inscrites au registre).

Le 9 février 2022, Valeria Vetoshkina a reçu les réponses du ministère de la Justice, qui a déclaré qu'elle avait diffusé des informations dans divers commentaires des médias sur des affaires dans lesquelles elle avait agi pour la défense et avait également reçu des financements étrangers parce qu'elle avait conclu des accords ou des contrats avec des organisations à but non lucratif, inscrites au registre des associations sans but lucratif figurant sur le registre « agents étrangers »).

Valeria Vetoshkina a déclaré qu'elle n'avait découvert les raisons de son inscription au registre des agents étrangers que lorsqu'elle avait décidé de contester son statut devant le tribunal. Valeria Vetoshkina s'est vue expliquer qu'elle avait obtenu le statut d'agent étranger pour avoir fourni un soutien juridique et s'est rendu devant les tribunaux des détenus lors des manifestations de janvier 2021, pour avoir fait des commentaires sur Present Time, Voice of America, Sever.Realiyam, Krym.Realiyam, Meduza et Radio Liberty. Le département mentionne entre autres un transfert d'argent reçu du Memorial Human Rights Center en guise de paiement pour la coopération avec avec le programme de droits de l'homme OVD-Info –Comme autre exemple, le ministère de la Justice cite le remboursement du prix d'un billet de train avec lequel elle s'est rendue au séminaire sur les droits de l'homme.

Valeria Vetoshkina est avocate et ancienne membre de Team 29, une organisation de défense des droits de l'homme jugée indésirable en Russie, s'occupe du dossier de l'ancien photographe du siège de Navalny à Moscou, Alexandre Strukov, accusé d'incitation aux activités terroristes pour ses commentaires sous des publications sur les réseaux sociaux Znak.com. Le 22 octobre 2024, la Cour européenne des droits de l'homme, statuant sur le recours de Valeria Vetoshkina et 106 autres requérants a condamné la Russie pour violation des articles 8,10 et 11 de la Convention dans son arrêt Kobaliya e.a. c. Russie en précisant notamment que la désignation d'« agent étranger » et non seulement stigmatisante mais également trompeuse » et ne sert « à rien d'autre qu'à accabler et intimider les requérants ».

RUSSIE – 23 novembre 2021 : Yevgeny Smirnov, avocat du journaliste Ivan Safronov, doit à son tour –deux mois après Ivan Pavlov– fuir la Russie pour se réfugier en Géorgie, après l'ouverture d'une enquête disciplinaire interne contre lui par le Service fédéral de sécurité (FSB).

RUSSIE – 8 octobre 2021

Galina Arapova

L'avocate qui dirige le Centre de défense des médias de masse inscrite à titre personnel comme « agent étranger »

L



Le 8 novembre 2021, Galina Yuryevna Arapova avocate renommée en matière de droit des médias, fondatrice et directrice de l'organisation à but non lucratif Mass Media Defence Center (Centre de défense des médias de masse), (désignée comme « agent étranger » en 2015) a été fichée, à titre personnel, sur le registre des « agents étrangers ». Le ministère de la Justice a affirmé qu'elle avait reçu des fonds étrangers et partagé ses avis d'expert sur le site Internet du *Centre de défense des médias de masse* et sur la station de

radio indépendante *Echo de Moscou*. Ses avis d'expert avaient également été repris et cités dans d'autres médias eux-mêmes désignés comme « agents étrangers ». Précédemment, en 2018, le Centre de défense des médias de masse, l'organisation non gouvernementale qu'elle dirige depuis 1996, avait été répertorié en tant qu'O.N.G. sur la liste des « agents étrangers ».

Galina Arapova, spécialisée dans la liberté d'expression et la liberté d'information, est une avocate renommée en matière de droits des médias, Elle a défendu des journalistes et des médias devant les tribunaux nationaux et devant la Cour européenne des droits de l'homme. De plus, Arapova a publié plusieurs ouvrages sur le droit des médias et a formé des journalistes, des avocats et des juges dans la région. En outre, elle est experte du groupe de travail du Conseil de l'Europe, membre du conseil d'administration du Centre européen pour la liberté de la presse et des médias et la seule avocate russe à avoir reçu le prix des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau pour sa contribution exceptionnelle aux droits de l'homme.

Galina Arapova a été la première avocate à être désignée comme « agents de l'étranger ». Les conséquences en sont lourdes : une semaine après, elle n'était plus en mesure d'enseigner le cours universitaire de régulation juridique du journalisme et d'Internet qu'elle avait dispensé pendant 12 ans. Elle se trouve désormais contrainte lors de chaque publication sur les réseaux sociaux, lors de chaque conférence publique, elle doit inclure une clause de non-responsabilité de 24 mots concernant son statut. Elle est également obligée de soumettre des rapports sur ses revenus et dépenses – une exigence dont elle fait appel devant les tribunaux au motif qu'elle est intrusive et porte atteinte à sa vie privée.

Le 22 octobre 2024, la Cour européenne des droits de l'homme, statuant sur le recours de Galina Arapova et 106 autres requérants a condamné la Russie pour violation des articles 8,10 et 11 de la Convention dans son arrêt *Kobaliya e.a. c. Russie* en précisant notamment que la désignation d'« agent étranger » et non seulement stigmatisante mais également trompeuse » et ne sert « à rien d'autre qu'à accabler et intimider les requérants ».

RUSSIE - 19 novembre 2021

Fiodor Telin

L'ancien avocat du réseau de groupes de campagne régionaux d'Alexeï Navalny, a été contraint de se réfugier en Géorgie



L'ancien avocat du réseau de groupes de campagne régionaux

du militant d'opposition emprisonné Alexeï Navalny a été contraint de quitter la Russie dans un contexte de répression en cours contre les organisations défuntées associées au critique du Kremlin et qualifiées d'extrémistes plus tôt cette année.

Fiodor Telin a travaillé comme avocat pour le réseau de groupes de campagne régionaux de Navalny jusqu'à ce que ce qu'il soit dissout en avril après qu'un procureur de Moscou soit allé au tribunal pour les faire qualifier d'extrémistes. Un tribunal a ensuite accepté l'appel du procureur et a qualifié le réseau national d'extrémiste, le rendant ainsi illégal. il a déclaré à RFE/RL "Les nouvelles lois russes [adoptées cette année] permettent de poursuivre des personnes de manière rétroactive, après l'inculpation de Navalny, des enquêteurs de Moscou sont arrivés dans la capitale du Bachkortostan, Oufa, pour interroger d'anciens membres de son groupe de Navalny à Oufa.

Après l'arrestation de l'ancienne chef du groupe de soutien de Navalny à Oufa, Navalny lui-même est en prison depuis février, tandis que plusieurs de ses associés ont été accusés d'avoir créé un groupe extrémiste. Beaucoup de ses associés ont fui le pays. En novembre 2022, le ministère russe de la Justice a inclus Fiodor Telin sur la liste des « agents étrangers ». Ilya Novikov a également été inscrit sur la liste publiée sur le site Internet du ministère. Ils sont notamment accusés d'avoir reçu un financement de l'Ukraine.

RUSSIE (Tchéchénie) – 14 juillet 2022

Nazim Sheikmambetov, Rustem Kyamilev et Lilya Hemedzhi

Radiés du barreau de Tchétchénie parce qu'ils n'ont pas été autorisés à obtenir des licences d'avocat en Crimée



Le 14 juillet 2022, Nazim Sheikmambetov, Rustem Kyamilev et sa femme, Lilya Hemedzhi, avocats tatars de Crimée, bien connus pour leur engagement professionnel en Crimée ont été radiés du barreau à la demande du ministère

tchéchène de la Justice, Ils avaient été contraints de demander leur inscription auprès de l'Ordre des avocats de la République tchéchène de la Fédération de Russie (parce qu'il n'avait plus obtenu des licences d'avocat en Crimée où ils vivent et travaillent) mais ils ont été empêchés de transférer leurs à la Chambre des avocats de Crimée, leurs demandes ayant été rejetées à plusieurs reprises.

RUSSIE - 28 juin 2022

Dmitry Talantov

Le bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Oudmourtie condamné à 7 ans de prison pour ses commentaires sur Facebook critiquant l'invasion de l'Ukraine par la Russie.



Dmitry Talantov, 63 ans, bâtonnier de l'Ordre des avocats de la république d'Oudmourtie, a été condamné à 7 ans de prison par le tribunal d'Oudmourtie, région située dans les montagnes de l'Oural, à plus de 1.000 kilomètres à l'est de Moscou, pour diffusion d'« informations délibérément fausses » en vertu d'une nouvelle loi russe : l'article 207.3 du Code pénal russe, qui réprime « *la diffusion publique d'informations sciemment fausses sur l'utilisation des forces armées russes à l'étranger et les exécutions par les organes gouvernementaux russes, commis pour des motifs d'inimitié ou de haine.* » Dmitry Talantov, avait comparu le 18 novembre devant le tribunal après plus de trente mois de détention sans jugement. Le parquet du tribunal d'Oudmourtie avait demandé au tribunal de prononcer contre lui une peine douze ans de prison pour les cinq messages publiés en avril 2022 sur les actions des troupes russes.

Dmitry Talantov, a été arrêté à Ijevsk, le 28 juin 2022 à la suite de commentaires qu'il a publiés sur Facebook le 3 avril 2022 et critiquant l'invasion de l'Ukraine. Il avait publié sur Facebook des photos et des vidéos montrant le comportement des soldats russes dans les combats de Kharkiv, Marioupol, Irpen et Bucha en disant qu'elles démontraient « *non pas du fascisme, mais des pratiques nazies extrêmes* ». Le même jour, Talantov a été transféré à Moscou. Le 29 juin, Dmitry Talantov a été placé en par le tribunal du district de Cheryomushki à Moscou. Le procureur a affirmé que l'affaire contenait « des informations secrètes d'État protégées par la loi » et un rapport d'investigation de la police et qu'en tant que telle, la procédure devrait se dérouler à huis clos. Le contre-argument de Talantov selon lequel aucune des preuves ne contenait de secrets d'État n'a été ignoré.

Dmitry Talantov est détenu depuis son arrestation le 28 juin 2022. Il lui est reproché la publication de cinq messages sur sa page Facebook en avril 2022 sur les actions des troupes russes dans les villes ukrainiennes de Bucha, Irpin, Kharkiv et Marioupol, qualifiée "de fausses informations sur les activités du personnel militaire russe" en Ukraine.

Talantov était l'un des avocats du journaliste Ivan Safronov accusé d'avoir transmis des informations classifiées secrètes aux services de renseignement tchèques qui purge actuellement une peine de 22 ans de prison pour "haute trahison. Jusqu'à la fin de l'enquête, le Service fédéral de sécurité a refusé de communiquer les informations sur l'affaire à la défense.

Dmitry Talantov était l'un des avocats du journaliste Ivan Safronov. Deux autres avocats de Safronov, Ivan Pavlov et Yevgeny Smirnov ont dû à l'automne 2000 s'enfuir de Russie par crainte d'être persécuté après avoir été empêchés d'exercer leur profession.

RUSSIE – 17 février 2023

Mikhail Benyash

Déclaré « agent étranger » par le ministère de la justice puis radié par le barreau de Krasnodar après avoir été agressé par des policiers



Mikhail Benyash était l'avocat qui défendait des citoyens qui refusaient de combattre en Ukraine. À la demande du ministère de la justice, il a été radié le 17 février 2023 par le barreau de Krasnodar. En octobre 2022, le ministère de la Justice a déclaré Mikhaïl Mikhaïlovitch Benyach « agent étranger » en raison de ses critiques de l'action militaire et de la politique menée par Vladimir Poutine en Ukraine. En février 2023, il a d'abord été condamné à une amende de 30 000 roubles (environ 423 euros) pour avoir discrédité l'armée russe, notamment en raison de sa phrase « Non à la guerre ».

De même, dans ses messages publiés sur la chaîne Telegram, Mikhail Benyash a véhémentement critiqué la décision du ministère de la justice de le reconnaître comme « agent étranger ». Invoquant sept publications qui, selon le ministère de la Justice, insultaient la profession d'avocat et le ministère lui-même, il a saisi le barreau de Krasnodar [en](#).

Le 17 février 2023, le barreau de Krasnodar a radié Mikhail Benyash. La décision de radiation a été confirmée par la Chambre fédérale des avocats, en juin 2023. Mikhail Benyash a depuis déposé une plainte auprès du tribunal Khamovnichesky de Moscou contre le barreau de Krasnodar et la Chambre fédérale des avocats de Russie, exigeant d'être réintégré au sein du barreau.

Le 9 septembre 2018, Mikhaïl Benyach avait voulu apporter son concours professionnel à des manifestants arrêtés lors d'un rassemblement pacifique contre une réforme des retraites. Des policiers l'ont violemment poussé pour le faire monter dans une voiture où ils l'ont frappé. Les policiers ont pris son téléphone puis l'ont à nouveau frappé au poste de police. Des photos de ses blessures et conditions avaient été prises sur les lieux par le client qu'il défendait.

Au lendemain de son interpellation, le tribunal de Krasnodar l'a condamné à 14 jours d'arrestation administrative et 40 heures de travaux d'intérêt général. Mais le 14 décembre 2018, la décision administrative a été annulée à la demande du procureur et il a ordonné sa libération sous caution pour une somme de 600 000 roubles (environ 8000 euros). Le 12 décembre 2018, l'enquêteur principal de la section d'enquête du district occidental à Krasnodar a inculpé Mikhail Benyash pour "usage de la violence contre un représentant de l'autorité" en vertu de l'article 318 (1) du code pénal russe. Le 6 mars 2023, Mikhail Benyash a été lui-même déclaré coupable de " violence contre un représentant de l'autorité" et condamné à une amende de 30 000 roubles (environ 423 euros).

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a demandé aux autorités russes de répondre aux questions concernant les plaintes déposées par Mikhaïl Benyach, pour avoir été frappé par les forces de l'ordre après son arrestation. Après examen, il s'est avéré que les dossiers médicaux des policiers prétendument blessés auraient été perdus.

RUSSIE – 17 avril 2023

Vadim Prokhorov

L'avocat de la figure de l'opposition russe, obligé de quitter la Russie sous la menace de poursuites pénales et de radiation du barreau après la condamnation de son client à 25 ans de prison



Vadim Prokhorov est célèbre en Russie pour avoir défendu les détracteurs de premier plan du régime de Poutine, de Boris Nemtsov, vice-président de Open Russia, une fondation pour la démocratie créée par l'homme politique en exil, Mikhaïl Khodorkovski, pour soutenir la liberté et la démocratie en Russie, à Vladimir Kara-Murza, en passant par Ilia Iachine, mais aussi par le journal *Le Monde*, lorsque celui-ci avait été attaqué par l'organisation de jeunesse pro-Kremlin « Nachi », en 2009.

Il était avec Ivan Pavlov, avocat de Russie mais en avril 2023, comme son confrère deux ans plus tôt, Vadim Prokhorov a été contraint de quitter précipitamment la Russie alors qu'il assurait la défense de Kara-Murza, opposant de longue date à Vladimir Poutine, qui a été reconnu coupable le 17 avril 2023, de trahison et de diffusion de "fausses informations" sur l'armée russe, parce qu'il avait critiqué la guerre en Ukraine et condamné à 25 ans de prison.

Il est parti plusieurs jours avant la condamnation de son client, sous la menace de poursuites pénales et de radiation, après avoir rapporté que « *le procureur et le juge ont tous deux déclaré qu'il était nécessaire non seulement de [l]e radier mais aussi d'envisager d'engager des poursuites pénales [contre lui]* ». Prévenu des entreprises du parquet qui constituait un dossier contre lui, il a reçu une dénonciation selon laquelle, aussitôt après le verdict dans l'affaire Kara-Murza, il allait être arrêté.

Il a donc décidé de fuir, emportant avec lui, entre autres, des documents et des enregistrements audio du procès à huis clos de Vladimir Kara-Murza – des documents qui, selon son avocat, montrent qu'il s'agissait en fait d'un simulacre de procès. Durant le procès commencé le 13 mars, Vadim Prokhorov avait multiplié les interviews et déclarations contre la procédure menée à huis clos et à charge contre Kara-Murza, en considérant qu'il était le seul moyen d'expression de son client condamné au silence.

Vadim Prokhorov a déclaré à *Voice of America* à Washington, DC dans une interview accordée au lendemain de la condamnation de son client, qu'il avait quitté la Russie quelques jours avant que le tribunal de Moscou ne condamne Kara-Murza à 25 ans de prison, une sentence d'une sévérité inédite. « *J'ai tenu aussi longtemps que j'ai pu* », a déclaré Vadim Prokhorov. « *En tant qu'avocat, je ne suis utile qu'en Russie. Mais je ne suis d'aucune utilité si je suis en prison* ».

Le 29 mars 2024, Vadim Prokhorov a été inscrits par le ministère de la Justice de Russie sur la liste des « agents étrangers », pour avoir, selon le ministère de la Justice, « diffusé de fausses informations sur les décisions prises par les organismes publics de la Fédération de Russie et leurs politiques [et avoir] été impliqué dans la création de messages et de documents d'agents étrangers pour un nombre illimité de personnes ».

RUSSIE–20 mai 2023

Elena Pershakova

Perquisition de l'appartement de l'avocate de la Public Verdict Foundation à Perm.



Le 20 mai 2023, la maison de la responsable du cabinet d'avocats de la Fondation Verdict Public, Elena Pershakova, a été perquisitionnée. Selon la fondation, le téléphone, l'ordinateur portable, le disque système, les documents relatifs à la représentation des intérêts de "Mémorial" * de Perm dans le cadre de l'affaire pénale « Tentative de contrebande de biens culturels ».

Le 24 mai, Elena Pershakova a été convoquée pour interrogatoire par le FSB, qui avait auparavant effectué des perquisitions au domicile de militants et de personnalités publiques bien connus de Perm, dont deux membres du Conseil des droits de l'homme.

Elena Yuryevna Pershakova, née en 1977, est diplômée des cours supérieurs internationaux sur la protection des droits de l'homme, organisés par la Fondation Helsinki pour les droits de l'homme à Varsovie. En 2000, elle est diplômée de la Faculté de droit de l'Université d'État de Perm avec un diplôme en travail social. Chef du Département Juridique de la Fondation Verdict Public,

Elena Pershakova défend *Perm Memorial*, une organisation de défense des droits l'homme membre de l'International Memorial Network, depuis 2019, lorsque des représentants de l'organisation ont été pris pour cible lors d'une expédition dans le territoire de Galyashor, dans la région de Perm. Le but de l'opération était d'étudier le cimetière de la colonie lituanienne et polonaise, qui a été créé à la suite de l'occupation soviétique et d'une politique de déplacement forcé de divers groupes ethniques dans la région. Les autorités russes ont accusé les représentants du Mémorial de Perm d'« occupation illégale de terres forestières » et ont inculpé le résident local qui a accueilli l'expédition d'enregistrement illégal de citoyens étrangers. Les documents saisis lors de la descente dans l'appartement d'Elena Pershakova concernaient son travail sur cette affaire. Le raid sur l'appartement d'Elena Pershakova à Perm est lié à la persécution du président du Mémorial de Perm, Robert Latypov, et du président du Centre de la mémoire historique, Aleksandr Chernyshov. Tous deux sont accusés de tentative de contrebande de biens culturels, qui est une infraction pénale au sens de la partie 2 de l'article 226.1 du Code pénal de la Fédération de Russie.

* L'organisation a été liquidée en 2022, elle faisait partie de la structure du "Mémorial" international, reconnu comme agent étranger et également liquidé.

RUSSIE – 11 avril 2023

Youri Novolodski

Convoquée disciplinairement pour l'empêcher pour l'empêcher de défendre une artiste poursuivie pour ses actions contre la guerre en Ukraine



La Chambre des avocats de Saint-Petersbourg a lancé deux procédures disciplinaires contre Youri Novolodski, pour des accusations non précisées, qui pourraient conduire au retrait de sa licence d'avocat. Youri Novolodski défend Aleksandra Skochilenko., une artiste jugée pour avoir utilisé des étiquettes de prix dans un magasin de Saint-Petersbourg pour diffuser des informations sur l'invasion de l'Ukraine par Moscou. L'audience disciplinaire dans l'affaire Novolodsky a été fixé au 20 avril, jour où Youri Novolodski devait intervenir dans le procès de sa cliente de Novolodsky, Alexandra Skochilenko est accusée d'avoir en mars 2022 remplacé les étiquettes de prix dans un supermarché par des morceaux de papier qui aurait contenu des déclarations anti-guerre, qualifiées « d'informations sciemment fausses sur l'utilisation des forces armées russes ». Elle a déclaré que ses actions ne concernaient pas l'armée mais plutôt une tentative de propager la paix.

RUSSIE - 16 juin 2023

Ilya Novikov

Radié par l'Ordre des avocats de Moscou pour "mauvaise conduite et actions visant à saper la confiance"



Le barreau de Moscou a radié, 16 juin 2023, Ilya Novikov, avocat russe bien connu et critique virulent du Kremlin, pour "comportement inapproprié". La décision a été prise à la suite d'une interview que Novikov a accordé le mois dernier à la chaîne YouTube Popular Politics, dans laquelle il a vivement critiqué le président Vladimir Poutine pour la guerre en cours contre l'Ukraine. Ilya Novikov avait été contraint de se réfugier en Ukraine depuis 2021. En novembre 2022, le ministère de l'intérieur l'a placé sur la liste des "agents étrangers" et en décembre, il l'a ajouté à sa liste des « personnes recherchées ».

En décembre 2023, la commission d'enquête a ouvert une nouvelle procédure pénale contre lui au titre de l'article sur les faux sur l'armée russe (partie 2 de l'article 207.3 du Code pénal). Le motif concerne les propos tenus dans une interview sur l'une des chaînes YouTube, lors de laquelle il avait mis en cause l'implication de l'armée russe dans la mort de civils à Boutcha, dans la région de Kiev. Le ministère russe de la Défense a qualifié à plusieurs reprises ces déclarations de provocations. Postérieurement, le tribunal Gagarinsky de Moscou a prononcé contre lui un ordre d'arrestation par contumace.

Parmi les affaires très médiatisées dans lesquelles Ilya Novikov est intervenu figurent la défense de la pilote ukrainienne Nadejda Savchenko, du réalisateur Oleg Sentsov et de l'ex-président ukrainien Petro Porochenko. Il a également défendu les intérêts de la Fondation anti-corruption d'Alexei Navalny.

RUSSIE - 22 juin 2023

Irina Gak

Le domicile de l'avocate d'Anatoly Berezikov, décédé dans une prison de la région de Rostov, perquisitionné par les forces de sécurité



Des responsables de la sécurité russe ont perquisitionné le domicile d'Irina Gak, l'avocate qui représentait le militant Anatoly Berezikov. Un militant pacifiste russe a été déclaré mort dans une prison de la région de Rostov en prison à la suite d'allégations selon lesquelles des responsables le torturaient.

De plus, selon le projet de défense des droits de l'homme OVD-Info, des agents ont perquisitionné le domicile de Tatyana Sporysheva, qui était en contact avec Berezikov dans les jours qui ont précédé sa mort.

La raison officielle des recherches n'est pas claire. Le site d'information 1rnd.ru, basé à Rostov-sur-le-Don, a rapporté que les autorités prévoyaient d'enquêter sur Gak et Sporysheva pour "diffusion sciemment de fausses informations".

OVD-Info a noté que Berezikov avait dit à Sporysheva peu avant sa mort que ses effets personnels, y compris sa carte bancaire, avaient disparu après son arrestation. Sporysheva a également publié un appel de Gak sur Telegram qui alléguait qu'un officier du FSB s'était présenté dans la cellule de Berezikov et avait menacé de l'arrêter à nouveau et d'ouvrir une affaire pénale contre lui.

Mercredi, les autorités russes ont ouvert une enquête pénale en lien avec la mort de Berezikov en vertu de l'article du Code pénal interdisant de conduire une personne au suicide par des menaces, des traitements cruels ou une "violation systématique de la dignité humaine".

RUSSIE (CRIMÉE) – 26/27 mai 2022

Edem Semedliaev, Nazim Sheikmambetov, Ayder Azamatov et Emine Avamileva

Edem Semedliaev a été arrêté par des agents du Centre de lutte contre l'extrémisme à Simferopol, en Crimée et condamné une amende de 75 000 roubles (1 050 euros) parce que son nom avait été tagué sur une publication Facebook condamnant les agissements de l'armée russe en Ukraine, ce qui aurait « discrédité les actions des forces armées russes ». Son avocat Nazim Sheikmambetov a été arrêté après l'audience au palais de justice et condamné à 8 jours d'arrestation administrative. Nazim Sheikmambetov, Emine Avamileva et Ayder Azamatov qui tentait de le défendre ont été à leur tour arrêtés le 27 mai et condamnés, le lendemain, à respectivement huit, cinq et huit jours d'arrestation administrative.

RUSSIE – 4 juillet 2023

Alexander Nemov

Frappé et poignardé par des agresseurs armés et masqués alors qu'il allait assister à une audience pour une de ses clientes à Grozny



Alexander Nemov se rendait de l'aéroport à Grozny, pour entendre le prononcé d'un verdict dans l'affaire de sa cliente, Zarema Musayeva. Il était en compagnie de la journaliste du journal indépendant russe Novaya Gazeta, Elena Milashina. Sur le trajet, leur voiture a été interceptée par trois véhicules transportant des hommes armés et masqués, qui l'ont forcée à s'arrêter, ont jeté sans ménagement sans ménagement le chauffeur hors de la voiture, avant de monter à bord et d'attacher les mains des occupants en leur mettant un pistolet sur la tempe. Le

groupe de défense des droits de l'homme interdit en Russie, *Memorial*, a déclaré que Milashina et Nemov avaient été : « brutalement frappés, y compris au visage, menacés de mort, avaient un pistolet pointé sur la tempe et leur équipement leur avait été enlevé et brisé ». Les assaillants les ont ensuite abandonnés avec diverses blessures, des doigts cassés et des coups sur la tête. Le journal Novaya Gazeta, a déclaré que sa journaliste avait subi une lésion cérébrale interne et avait les doigts cassés. Elle a également eu le crâne rasé et son visage a été aspergé de teinture verte. Alexander Nemov a quant à lui été blessé à la jambe. L'O.N.G. *Crew against Torture*, qui a révélé l'affaire, a publié une image montrant une entaille à la jambe, qui, selon elle, était dû selon toute vraisemblance à un coup de couteau. Malgré sa blessure, Alexander Nemov a pu se rendre à l'audience du tribunal, où sa cliente Zarema Musayeva a été condamnée à 5 ans et demi d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire. Cette condamnation est considérée comme une mesure de rétorsion pour l'activisme politique inlassable de sa famille contre le dirigeant tchéchène, Ramzan Kadyrov.

Elena Milashina avait reçu des menaces directes de Kadyrov, notamment à la suite d'un précédent reportage d'investigation détaillant les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. En 2020, elle avait déjà été agressée aux côtés d'une autre avocate, Marina Dubrovina. En 2006, Anna Politkovskaya, une autre journaliste de Novaya Gazeta, a été assassinée à Moscou, tandis que son amie, la militante Natalia Estemirova a été enlevée et abattue à Grozny.

Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, a déclaré que le président Poutine avait été informé de l'agression et l'a qualifiée d'"attaque très grave qui nécessite des mesures plutôt énergiques".

RUSSIE - 23 août 2023

Abubakar Yangulbayev

Placé sur la liste des « terroristes et extrémistes » après la condamnation de sa mère à 5,5 années de prison



Le Service fédéral de surveillance financière (Rosfinmonitoring) a ajouté Abubakar Yangulbayev, ancien avocat de l'organisation Crew Against Torture, à sa liste des « terroristes et extrémistes ». Les motifs de la décision n'ont pas été rendus publics.

Abubakar Yangulbayev a dû fuir la Tchétchénie avec sa famille, entre la fin 2021 et le début 2022, pour se réfugier à Nijni Novgorod, en raison des persécutions du régime tchéchène pour son appartenance au mouvement d'opposition tchéchène interdit ADA de T, dirigé par ses frères, Ibragim et Baysangur Yangulbayev, critiques bien connus du dirigeant autoritaire de la région russe du Caucase du Nord en Tchétchénie, Ramazan Kadyrov. En janvier 2022, sa mère, Zarema Musaeva, a été enlevée par commando des forces de sécurité tchéchènes (voir ci-dessous) puis condamnée à 5,5 années de prison pour fraude et usage de violence contre la police.

Au début du mois de juillet 2023, la chaîne russe Telegram Baza a rapporté que Yangulbayev avait été accusé « d'organisation d'activités extrémistes » à la suite de la diffusion d'une vidéo du mouvement Adat. En août 2023, Abubakar Yangulbayev a indiqué que quatre de ses proches vivant en Tchétchénie, son oncle Sayd-Akhmed, âgé de 55 ans, et trois cousins avaient été envoyés de force dans la guerre en Ukraine en tant que « volontaires ».

En janvier 2023, Abubakar Yangulbayev a contacté le dirigeant tchéchène Ramzan Kadyrov et lui a proposé en vain de s'échanger contre sa mère, dont la santé s'était détériorée, en déclarant qu'une femme "ne devrait pas être tenue pour responsable des actes de ses fils". Le jour de son procès, le 4 juillet 2023, à Grozny, des agresseurs masqués ont attaqué et roué de coups l'avocat qui devait la défendre, Alexander Nemov, alors qu'il se rendait avec la journaliste de Novaya Gazeta Elena Milashina, au tribunal du district Akhmatovskiy de Grozny pour défendre sa cliente. (*Voir Ces avocats... Ephéméride 2023*).

Abubakar Yangulbayev a été jusqu'à récemment l'avocat du CAT qui enquête sur des cas de torture en Russie et dans d'autres pays, dont la Biélorussie.

RUSSIE – 20 janvier 2022 : Sergeï Babinets, Oleg Khabibrakhmanov et Natalia Dobronravova, qui travaillent avec l'ONG russe « Committee Against Torture » (CAT), ont été agressés violemment par les forces de l'ordre tchéchènes à Nizhny Novgorod. Un commando des forces de sécurité tchéchènes a enlevé la mère de Abubakar Yangulbayev, Zarema Musaeva et agressé physiquement ses avocats Sergey Babinets, Oleg Khabibrakhmanov et l'avocate Natalia Dobronravova, alors qu'ils étaient venus pour l'assister. Natalia Dobronravova a été frappée au visage, Sergueï Babinets et Oleg Khabibrakhmanov ont été passé à tabac et poussés dans une salle où ils ont été enfermés pour les empêcher d'avoir un contact avec leurs clients. L'agression a été enregistrée dans le rapport sur le rétablissement des droits de l'homme dans la région du Caucase Nord de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe (Rapport 15544 du 3 juin 2022).

RUSSIE – 13 octobre 2023

Vadim Kobzev, Igor Sergounine et Alexeï Lipster

Accusés « d'extrémisme » pour avoir défendu le « Fonds Anti-Corruption » d'Alexeï Navalny, ils encourent six ans d'emprisonnement.



Le 13 octobre 2023, la police russe et la commission d'enquête ont perquisitionné les domiciles et les bureaux de Vadim Kobzev, Alexeï Liptser et Igor

Sergounine. Plus tard dans la journée, l'actuel avocat de Navalny, Vadim Kobzev, et ses anciens avocats, membres du cabinet Dalet, ont été arrêtés et détenus au tribunal du district de Basmanny à Moscou, accusés de « participation à une organisation extrémiste », en l'espèce le « Fonds Anti-Corruption » d'Alexeï Navalny par la suite, ils ont été transférés à la « Centrale du Kremlin », espace de détention spéciale de la tristement célèbre prison Matrosskaïa Tishina, le « Silence des Marins ». Ils encourent jusqu'à six ans d'emprisonnement.

Le Service fédéral de surveillance financière de la Fédération de Russie, Rosfinmonitoring, a désigné les avocats Vadim Kobzev, Igor Sergounine et Alexeï Liptser, qui représentaient Alexeï Navalny, comme terroristes et extrémistes. Conformément à la loi, les personnes figurant sur cette liste perdent l'accès aux services bancaires, y compris la possibilité d'ouvrir et de gérer des comptes. Avant tout, leur inscription sur la liste implique que des poursuites judiciaires ont été engagées contre eux en vertu des dispositions « extrémistes » et « terroristes » du Code pénal russe.

Vadim Kobzev a été arrêté dans la petite ville de Kovrov où Navalny purge une peine de 19 ans de prison. Alors que Kobzev, Liptser et Sergounine sont toujours en détention, les deux autres avocats de Navalny, Alexander Fedulov et Olga Mikhailova, ont fui le pays. Les autorités ont également fouillé leurs bureaux.

Les accusations portées contre Kobzev, Liptser et Sergounine seraient basées sur des accusations selon lesquelles les avocats auraient facilité la communication d'Alexeï Navalny avec le monde extérieur pendant sa détention ou le « transfert régulier d'informations entre les dirigeants et les participants d'une organisation extrémiste ». Selon Ivan Zhdanov, directeur de la Fondation anti-corruption de Navalny, l'accusation a répertorié comme preuve un certain nombre de vidéos en ligne publiées sur des plateformes appréciées de Navalny.

Le 19 septembre 2024, le procès des trois avocats d'Alexeï Navalny, Alexeï Liptser, Igor Sergounine et Vadim Kobzev, s'est ouvert devant le tribunal de Pétouchki—personne ne sait pourquoi—à 125 kilomètres de Moscou, dans la région de Vladimir Sur demande du procureur, la juge a décidé que la suite du procès se tiendrait à huis clos. La presse, comme le public, a donc dû quitter la salle.

RUSSIE – 16 octobre 2023

Aleksandr Fedulov et Olga Mikhailova

Les avocats d'Alexeï Navalny, fuient la Russie après l'arrestation de trois autres conseils et anciens conseils de l'opposant russe



Aleksandr Fedulov et Olga Mikhailova, avocats d'Alexeï Navalny, ont dû fuir la Russie après l'arrestation de trois autres conseils et anciens conseils de l'opposant russe (voir supra.)

Le 16 octobre». Aleksandr Fedulov a écrit sur Instagram qu'il avait quitté le pays parce que "les arrestations de nos collègues qui ont défendu Navalny ont apporté des changements significatifs

dans le travail des avocats qui ne sont pas en prison". La déclaration Instagram de Fedulov est intervenue quelques heures après que l'équipe de Navalny a écrit sur Telegram que l'avocat ne s'était pas présenté à une audience dans la colonie pénitentiaire comme prévu et que son téléphone semblait avoir été éteint.

Le même jour, le président du tribunal a annoncé à Alexeï Navalny lors de l'audience du 16 octobre qui devait statuer sur les plaintes déposées par sa défense concernant les violations de ses droits en détention que ses avocats Olga Mikhaïlova et Alexandre Fedulov avaient « éteint leur téléphone » Il a été invité à trouver de nouveaux avocats. Olga Mikhailova, membres du cabinet Dalet, était déjà absente lorsque son cabinet a été perquisitionné, le 13 octobre 2023,

"Quel genre d'action puis-je mener alors que je ne comprends même pas ce qui se passe avec mes avocats. Personne n'a le droit de me rendre visite, je suis isolé et coupé de toute information", a déclaré Navalny, ajoutant qu'il était "très reconnaissant envers ses avocats.

Trois jours plutôt, le 13 octobre, l'actuel avocat de Navalny, Vadim Kobzev, et ses anciens avocats, Igor Sergounine et Alexeï Lipster, venaient d'être arrêtés puis envoyés en détention provisoire pendant au moins deux mois sous l'accusation de participation aux activités d'un groupe extrémiste.

Après les arrestations, des groupes et associations d'avocats russes ont publié une pétition en ligne appelant tous les avocats de Russie à organiser « une grève d'avertissement » du 25 au 27 octobre pour protester contre la « persécution systémique » de dizaines de leurs collègues à travers le pays.

En août 2023, les juges du tribunal municipal de Moscou ont déclaré Navalny coupable d'avoir créé une organisation extrémiste et ont plus que doublé sa peine, la portant à 19 ans.

La précédente condamnation de Navalny avait été prononcée en 2021 après son arrivée à Moscou en provenance d'Allemagne, où il se remettait d'une attaque empoisonnée qu'il imputait au Kremlin. Avant sa condamnation la plus récente, il purgeait une peine totale de 11 ans et demi pour détournement de fonds et violation des conditions de sa libération conditionnelle alors qu'il était en Allemagne pour y être soigné pour empoisonnement.

RUSSIE/CRIMEE - 13 octobre 2023

Alexei Ladine

Condamné à 14 jours de détention administrative et radié du barreau de Tioumen pour avoir « affiché des symboles interdits » et critiqué l'intervention de l'armée russe en Ukraine sur les réseaux sociaux



Alexei Ladine a été arrêté tôt le matin du 13 octobre à Simferopol, en Crimée occupée par la Russie, alors qu'il revenait de la ville russe de Rostov-sur-le-Don, où il avait défendu deux Ukrainiens arrêtés à Melitopol et Kherson occupés, torturés et condamnés à de longues peines sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces. Il devait assister pour un interrogatoire un habitant de Yalta accusé de possession d'explosifs. Parallèlement sa maison à Sébastopol a été perquisitionnée par des agents du « Centre russe de lutte contre l'extrémisme ».

Le 13 octobre, le tribunal du district de Kyivskiy, à Simferopol, l'a condamné à 14 jours de détention administrative pour avoir prétendument « affiché des symboles interdits » sur ses pages de réseaux sociaux. Il a également été condamné à une amende de 45 000 roubles (environ 440 euros) pour avoir « distribué des symboles extrémistes » et avoir discrédité les forces militaires russes, en l'occurrence partagé sur les réseaux sociaux, cinq ans plus tôt en 2018, un dessin d'un de ses clients persécuté par les autorités russes, représentant les symboles nationaux de l'Ukraine et du peuple tatar de Crimée, accompagné de la légende : "Les tatars de Crimée ne sont pas des terroristes". Il lui était reproché également d'avoir partagé des messages critiquant l'intervention russe en Ukraine et dénonçant notamment l'utilisation par l'armée russe de bombes à sous-munitions. Le tribunal a considéré qu'il avait discrédité les forces militaires russes. L'avocat des tatars de Crimée, Emil Kurbedinov qui a tenté de le défendre, a dénoncé les multiples irrégularités du procès. Alexei Ladine a été immédiatement transféré de la salle d'audience à la prison. Quatre jours plus tard, le 17 octobre 2023, la Cour suprême de Crimée, également sous contrôle russe, a confirmé la décision du tribunal du district de Kyivskiy de Simferopol.

Le 4 décembre 2023, le département professionnel de Crimée du ministère de l'Intérieur de la Russie a demandé au barreau de Tioumen, de radier Alexei Ladine. Le 25 juillet 2024, le Conseil du Barreau régional de Tioumen l'a radié.

Alexei Ladine défendait les prisonniers politiques et les Ukrainiens emprisonnés en Crimée occupée par la Russie depuis 2014. Il a également travaillé dans le cadre de l'organisation de défense des droits de l'homme Agora. En 2017, il a quitté la ville de Tioumen pour la Crimée pour être plus près de ses nombreux clients, des prisonniers politiques ukrainiens et tatars de Crimée en Crimée occupée par la Russie, ainsi que des prisonniers de guerre et des civils ukrainiens, enlevés et inculpés d'infractions pénales par les autorités russes. En mars 2021, avec Emil Kurbedinov, Alexei Ladin avait tenté de défendre le journaliste indépendant Vladislav Esipenko, mais ils en avaient été empêchés pas par le personnel du centre de détention. En 2022, le journaliste de Radio Svoboda avait été condamné à 6 ans de prison pour « collecte d'informations au profit des services de renseignement ukrainiens ».

RUSSIE - 5 juillet 2024

Grigori Vaypan

Inscrit sur la liste des « agent étranger » par le ministère russe de la Justice



Grigory Vaypan a été inscrit le 5 juillet 2024 par le ministère russe de la Justice sur le registre des « agents étrangers », au motif qu'il aurait « diffusé de fausses informations sur les décisions prises par les autorités publiques de la Fédération de Russie et leurs politiques, et s'est prononcé contre l'opération militaire spéciale en Ukraine ». Il lui est reproché d'avoir procédé à la publication de « messages et de documents destinés à un public illimité émanant d'agents étrangers », et d'avoir également « participé en tant que répondant sur des plateformes d'information fournies par des agents étrangers ». Il lui est également reproché d'avoir pris part à un événement organisé par des agents étrangers ».

Grigory Vaypan est un avocat et universitaire russe spécialisé dans les droits de l'homme. Il est avocat principal chez Memorial, la plus ancienne O.N.G. de défense des droits de l'homme de Russie, lauréate du prix Nobel de la paix 2022.

Cette inscription est liée au travail de Grigori Vaypan en faveur des droits de l'homme en Russie, notamment à la défense du droit des citoyens russes âgés, connus sous le nom d'« enfants du Goulag », à retourner au lieu de résidence de leurs parents qui avaient été déportés dans des camps du Goulag pendant la terreur soviétique des années 1930 et 1940, mais aussi à son rejet et à sa critique éminents de l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Grigory Vaypan a collaboré avec le Centre de défense des droits de l'homme de Memorial International et du Memorial Human Rights Centre (Memorial HRC), et il a été à ce titre l'auteur principal de deux rapports de la FIDH sur la Russie : *Crimes contre l'histoire*, publié en juin 2021, et *Surmonter le passé : aperçu de la jurisprudence de Memorial en matière de justice transitionnelle en Russie*, publié en novembre 2022.

Mais, en sa qualité d'avocat, Grigory Vaypan a surtout défendu les intérêts de ses deux organisations de défense des droits de l'homme devant les tribunaux, lorsque les autorités russes ont décidé de les éliminer en vertu de la législation sur les « agents étrangers », fin 2021, à la veille de l'invasion de l'Ukraine.

Le 2 février 2024, Oleg Orlov, ex-coprésident du HRDC « Memorial », emprisonné arbitrairement, et trois autres membres de l'organisation ont également été qualifiés d'« agents étrangers » par le ministère russe de la Justice.

RUSSIE – 1^{er} août 2024

Bakhrom Khamroev

L'avocat collaborateur du Centre Memorial condamné à 13 ans et 9 mois d'emprisonnement par la Cour suprême de Russie



Le 1er août 2024, la Cour suprême de Russie a confirmé la condamnation de Bakhrom Khamroev et a légèrement diminué la peine à 13 ans et 9 mois d'emprisonnement. Bakhrom Khamroev a participé à l'audience par vidéoconférence depuis la prison de sécurité maximale de la région de Vladimir (prison centrale de Vladimirski). Le 23 mai 2023, Bakhrom Khamroev avait été condamné par le tribunal militaire du deuxième district occidental de Moscou à quatorze ans de prison pour « avoir justifié le terrorisme sur

Internet » et d'avoir « participé aux activités d'une organisation terroriste ». Le procureur avait requis une peine de 21 ans de prison.

Il avait fait appel de cette décision. Le 10 octobre 2023, la Cour d'appel militaire a réduit la peine de Bakhrom Khamroev d'un mois seulement, confirmant la décision du tribunal militaire du deuxième district ouest de Moscou.

Le 1er août 2024, l'Human Rights Center Memorial a indiqué que la Cour suprême de la Fédération de Russie avait confirmé la condamnation de Bakhrom Khamroev la fixant définitivement à 13 ans et 9 mois d'emprisonnement.

Bakhrom Khamroev est avocat et défenseur des droits de l'homme qui travaille sur les questions relatives aux droits des migrants et à la liberté de croyance religieuse. Il est à la tête d'une ONG dénommée *Yordam*, qui œuvre pour la protection des droits des travailleurs migrants d'Asie centrale en Russie. Il aide notamment les réfugiés politiques ouzbeks persécutés par les autorités d'Ouzbékistan et de Russie en raison de leur travail en faveur des droits humains, de leur activisme civique et politique et de leurs croyances religieuses. Il a collaboré avec le Centre Memorial fermé par les autorités russes en décembre 2021.

Le 28 novembre 2023, Bakhrom Khamroev a été transféré d'un centre de détention provisoire vers la prison centrale de Vladimirski, connue pour l'attitude violente de ses autorités à l'égard des détenus. Elle est réputée pour être une prison pour « criminels particulièrement dangereux » qui purgent des peines allant de 10 ans à perpétuité. Le 9 février 2024, il a été placé en cellule punitive pendant cinq jours après avoir tenté de transmettre une plainte officielle aux autorités pénitentiaires pour des violences de la part des gardiens de prison.

Le 9 septembre 2024, les autorités de la prison de sécurité maximale de la région de Vladimir (prison centrale de Vladimirskiy) ont refusé à Bakhrom Khamroev le droit de voir son conseiller juridique lors d'une visite prévue.

RUSSIE - 1^{er} octobre 2024

Natalya Fedorenko

Placée en détention pour avoir déposé une requête en récusation d'un juge



Natalia Fedorenko, avocate du blogueur Vadim Kharchenko, a demandé la récusation d'un juge pour raison de partialité objective. Mais non seulement sa Requête a été rejetée mais elle a été aussitôt accusée d'avoir violé la vie privée du juge. Le 1^{er} octobre, un tribunal l'a placée en détention provisoire pour atteinte à la vie privée. La Cour d'appel de Novorossiisk a confirmé le placement détention de Natalia Fedorenko

Le journal "Caucasian Knot" a rapporté que Natalia Fedorenko avait formé une demande de récusation d'un juge lors de l'examen d'une affaire de construction illégale, visant à développer une station balnéaire avec des constructions illégales dont l'une abrite illégalement une clinique vétérinaire. Elle a déposé un recours parce qu'elle a découvert que le juge faisait soigner son chien dans la clinique vétérinaire dont l'occupation illégale est en cause devant le tribunal.

Natalia Fedorenko estime que le juge tente par ainsi d'obtenir sa condamnation le plus rapidement possible pour la priver de son statut d'avocate afin de l'empêcher d'intervenir dans la défense de son client.

Le blogueur Vadim Kharchenko de Guelendjik, arrêté en juillet 2024 par le tribunal territorial de Krasnodar, est accusé d'avoir discrédité des forces armées russes après avoir publié une vidéo sur une chaîne YouTube. « Memorial », association de défenses des droits de l'homme, Vadim Kharchenko a été reconnu comme un prisonnier politique et a exigé la libération du blogueur.

INDEX

- | | | | |
|-----|-------------------------------|-----|---------------------------------|
| 1. | Abubakar
Yangulbayev....23 | 21. | Lilya Hemedzhi....15 |
| 2. | Aleksandr Fedulov.....25 | 22. | Lyubov Sobol.....12 |
| 3. | Alexander Lebster.....24 | 23. | Magomed Alamov.....6 |
| 4. | Alexander Nemov.....22 | 24. | Mansur Gilmanov.....9 |
| 5. | Alexeï Ladin.....26 | 25. | Mikhail Benyash.....17 |
| 6. | Alexeï Navalny7-8 | 26. | Natalia Dobronravova...23 |
| 7. | Ayder Azamatov.....21 | 27. | Natalya Fedorenko.....29 |
| 8. | Bakhrom Khamroev....28 | 28. | Nazim
Sheikhmambetov...15,21 |
| 9. | Dmitry Talantov.....16 | 29. | Oleg
Khabibrakhmanov...23 |
| 10. | Edem Semedliayev.....21 | 30. | Olga Mikhailova..... 28 |
| 11. | Elena Pershakova.....20 | 31. | Rustem Kyamilev...15 |
| 12. | Emine Avamileva.....21 | 32. | Sergey Babinets.....23 |
| 13. | Fiodor Telin.....15 | 33. | Vadim Kobzev.....23 |
| 14. | Galina Arapova..... 14 | 34. | Vadim Prokhorov.....16 |
| 15. | Grigori Vaypan.....27 | 35. | Valeria Vetoshkina.....12 |
| 16. | Igor Sergounine.....23 | 36. | Vladlen Los.....9 |
| 17. | Ilya Novikov.....21 | 37. | Yevgeny Smirnov.....13 |
| 18. | Iouri Novolodski.....18 | | |
| 19. | Irina Gak..... 21 | | |
| 20. | Ivan Pavlov..... 10-11 | | |

*Tant d'autres font des rapports pour ne parler que
d'eux tandis que nous ne parlons que de ceux qui
souffrent ...*

OBSAV



*So many others make reports to talk only about
them... while we only talk about those who are
suffering ...*

OBSAV